

Le populisme en Amérique latine Entretien avec José del Pozo

José Del Pozo et Mauricio Segura

Numéro 68, printemps 2017

Du populisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/85374ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Del Pozo, J. & Segura, M. (2017). Le populisme en Amérique latine : entretien avec José del Pozo. *L'Inconvénient*, (68), 11–13.

LE POPULISME EN AMÉRIQUE LATINE

ENTRETIEN AVEC JOSÉ DEL POZO

Propos recueillis par Mauricio Segura

Le populisme a pris racine en Amérique latine durant une période bien précise du 20^e siècle. Comment expliquer cette implantation ? *L'Inconvénient* s'est entretenu avec José del Pozo, professeur associé au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal et spécialiste de l'histoire de l'Amérique latine.

On entend souvent dire que l'Amérique latine a été une terre fertile pour le populisme. En a-t-il vraiment été ainsi ?

Cela a surtout été le cas *grosso modo* de 1930 à 1970. Il faut comprendre que, jusqu'au début du 20^e siècle, l'Amérique latine comptait avec des régimes oligarchiques, où le pouvoir se trouvait entre les mains d'élites. Avec le passage de quelques décennies, et avec les effets d'une plus grande accessibilité à l'éducation, le populisme apparaît dans les années 1930 dans certaines sociétés latino-américaines en voie d'industrialisation, où une classe ouvrière s'est développée. Celle-ci exige alors plus de droits politiques. Les masses cherchent en quelque sorte à mieux s'intégrer à la vie citoyenne. Cela s'est produit, par exemple, au Brésil, au Mexique, en Argentine et au Chili.

Ces masses, tombées sous le charme du populisme, n'adhèrent pas aux partis politiques en place, qui ne répondent pas à leurs aspirations. À quelques nuances près, les leaders se ressemblent dans les quatre pays mentionnés : ils sont charismatiques et ce sont de nouveaux venus sur la scène politique de leur pays ; il s'agit souvent de militaires, qui fondent leur propre parti et créent une relation personnelle et affective avec les masses. On notera, comme le rappelle le politologue

Alain Rouquié dans son essai *Amérique latine – Introduction à l'Extrême-Occident*, qu'aucun leader populiste du continent ne se désigne lui-même comme populiste ; ce sont les journalistes, les universitaires qui lui collent cette étiquette *a posteriori*.

Quel cas inaugure le populisme latino-américain ?

C'est sans doute Getúlio Vargas, au Brésil, qui sera au pouvoir de 1930 à 1945. Il devient président grâce à un coup d'État. Contrairement à d'autres leaders populistes latino-américains, il ne crée pas son propre parti et n'est pas un militaire ; mais il gouvernera avec l'appui constant des militaires. À preuve, plusieurs de ses ministres sont des officiers. Il dit avoir à cœur la justice sociale et met en place des mesures favorisant les travailleurs, comme les congés payés et une assurance sociale. Par contre, il se montre aussi autoritaire, notamment en persécutant des membres du Parti communiste brésilien. Chose étonnante, il s'en prend violemment au parti dit intégraliste, un parti fasciste dont les membres sont convaincus qu'ils pourront gouverner avec lui après son arrivée au pouvoir. L'électorat brésilien gardera un bon souvenir de sa gouvernance et lui redonnera le pouvoir de façon démocratique de 1951 à 1954.

Le premier cas qui vient à l'esprit, quand on pense au populisme latino-américain, est celui de Juan Perón.

En effet, c'est le cas qui, à tort ou à raison, sert de modèle. Perón, qui est un colonel, fait son entrée dans la vie politique argentine après le coup d'État de 1943. Il occupe alors plusieurs postes, dont celui de secrétaire à la guerre. En 1946, il est élu démocratiquement président de la république, avec une grande majorité. En 1947, il crée son propre parti politique. Ses discours sont anticapitalistes, et il dit se battre pour la justice sociale. Il est l'exemple même du leader charismatique, qui offre des solutions attirantes et rapides aux masses. L'oligarchie argentine le déteste, entre autres parce qu'il passe des lois visant à augmenter les salaires des travailleurs et des péons. En pratique, par contre, il ne retire aucune entreprise aux capitalistes ni aucune terre aux propriétaires terriens. Il ne mènera pas non plus de réforme agraire. Il a un penchant autoritaire – il fait torturer des leaders syndicaux, il ferme certains journaux qui s'opposent à son gouvernement – mais pas autant que Vargas. Perón est dur avec les intellectuels qui le critiquent, notamment avec Jorge Luis Borges. Il lui fait perdre son poste de directeur à la Bibliothèque nationale et, pour l'humilier, le fait inspecteur de volailles, de lapins et d'œufs.

D'autres cas qu'on pourrait mentionner ?

Le cas de Carlos Ibañez del Campo, au pouvoir de 1952 à 1958 au Chili, est moins connu mais très intéressant. Il a transformé à son image un parti qui existait déjà, le parti laboriste. Comme bien d'autres leaders politiques populistes, il était militaire. Ce qui est particulier avec ce personnage, et en cela il rejoint Getúlio Vargas, c'est qu'il a été dans un premier temps dictateur au Chili, dans les années 1920. Ce n'était pas une dictature aussi répressive que celle de Pinochet, par exemple, mais c'en était une. Il cède le pouvoir après la crise des années 1930, il part en exil, il revient et, étonnamment, il capitalise sur l'image qu'il a laissée dans l'esprit des gens, celle d'un dictateur honnête et efficace. Il gagne l'élection de 1952 de façon décisive et fait du balai le symbole de son élection, car il promet de débarrasser la nation des politiciens inutiles. Il annonce dans ses discours beaucoup de changements, mais dans les faits il ne réalise pas grand-chose sur le plan social.

Est-ce que le leader populiste latino-américain est un fasciste ?

Je ne le crois pas. Getúlio Vargas, on l'a vu, était autoritaire, mais il était respectueux du jeu démocratique. Dans le cas de Perón, c'est plus compliqué parce qu'il a vécu en Italie durant les années de Benito Mussolini. Dans plusieurs de ses écrits, il dit son admiration pour Mussolini et le fascisme, qu'il

considère comme une solution pour l'humanité. Par contre, lui aussi respecte le multipartisme. Et sur le plan des politiques, il instaure plus de mesures sociales que Mussolini.

Jusqu'à présent, tous les leaders populistes que vous présentez sont de gauche...

Ils sont anticommunistes et, dans leurs discours, ils se présentent comme anticapitalistes et disent se battre pour la justice sociale. Dans les faits, par contre, ils ne nationalisent pas les entreprises privées et n'abolissent pas le marché. Si vous voulez, cela reste de beaux discours.

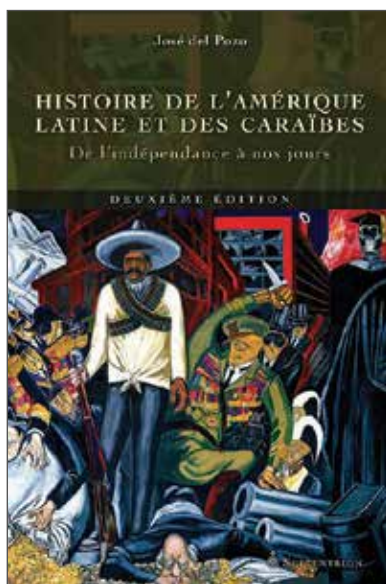
Survient ensuite ce cataclysme qu'est la révolution cubaine. Contenait-elle des éléments de populisme ?

Là, on se trouve face à des différences fondamentales. Si l'on commence à dire que n'importe quel mouvement de masse porté par un leader charismatique relève du populisme, le terme devient vite inopérant et galvaudé. La différence essentielle entre un Perón et un Castro, c'est sur le plan idéologique qu'on la trouve. Les leaders populistes ne suivaient pas un programme avec une idéologie déterminée. Ils se laissaient une grande marge de manœuvre ; pour eux, il n'y avait pas de règle sacrée. Or, quand Fidel Castro accède au pouvoir, il proclame tout de suite haut et fort : je suis marxiste-léniniste. Et il s'applique à concrétiser son programme. Car, de fait, l'économie cubaine de Castro, d'inspiration communiste, n'a rien à voir avec l'économie des années Perón. Dans la perspective qui est la sienne, Castro s'engage dans

un processus historique qui comporte des étapes bien précises et mènera la société cubaine à la réalisation du mythe de l'homme nouveau, processus historique auquel les dirigeants populistes n'adhèrent pas. Enfin, Castro ne permettra plus d'élections libres, alors que Perón, comme on l'a vu, oui.

J'essaie de trouver des exemples de populisme de droite en Amérique latine. Que pensez-vous d'Alberto Fujimori ?

En effet, les années de pouvoir d'Alberto Fujimori au Pérou, de 1990 à 2000, présentent plusieurs parallèles avec le populisme. Il crée son propre parti et, rapidement, on parle de fujimorisme. Il séduit les masses et s'attire une grande popularité. À preuve, il remporte facilement les deux premières élections. De plus, sur le plan de l'image qu'il projette, surtout à ses débuts, il donne l'impression d'un politicien nouveau, qui dit la vérité et qui n'est pas corrompu. Il se retrousses les manches et va travailler aux côtés d'autres travailleurs. Quand il vient à bout de l'organisation maoïste Le Sentier lumineux, c'est une grande victoire pour lui. Mais, progressivement, il devient autoritaire ; par exemple, il ferme le congrès, arguant que les



politiciens ne servent à rien. Ce serait donc plausible de le considérer comme un populiste de droite.

Quand Hugo Chávez est arrivé au pouvoir au Venezuela, beaucoup de commentateurs ont parlé d'un retour du populisme en Amérique latine.

Certains traits le rapprochent des leaders populistes d'autrefois : Chávez est militaire, il tente un coup d'État – qui avorte –, il crée son propre parti, il fait des discours anticapitalistes. Cependant, il consolide les entreprises de l'État et met en place une importante réforme agraire. Il agit réellement, bien que l'économie privée continue d'exister au Venezuela. Il est l'ami de Fidel Castro et parle beaucoup du « socialisme du 21^e siècle », sans jamais vraiment définir en quoi consiste ce socialisme. Comme Perón, il respecte le résultat des élections, et il ferme des chaînes de télévision où certains journalistes critiquent son gouvernement. En dépit de sa défiance verbale constante vis-à-vis des États-Unis, il n'agit jamais dans le sens d'un affrontement armé.

Bref, on retrouve des éléments de populisme chez Chávez, mais sa gouvernance va plus loin que celle des populistes latino-américains de la première moitié du 20^e siècle. Il avait l'intention de transformer graduellement sa société, et en ce sens il dépasse Perón ou Vargas, sans jamais atteindre toutefois le stade d'intégration socialiste du système cubain.

À l'heure actuelle, du moins dans le cône sud latino-américain, les populations se montrent très critiques vis-à-vis des partis traditionnels, perçus comme corrompus ou frauduleux. Je pense entre autres au Brésil et au Chili, où une forte remise en question du statut des politiciens a lieu, et où les taux d'abstention aux élections atteignent des sommets. Quels liens peut-on établir entre cette hargne populaire et le populisme ?

Ce qui me vient à l'esprit, c'est que, bien que les conditions soient très propices au populisme dans ces deux pays, le populisme n'est pas revenu. Tout se passe comme si les gens ne croyaient plus aux solutions rapides, au leader charismatique qui crée son propre parti pour faire le ménage. Le populisme, dirait-on, ne suscite plus autant d'enthousiasme. C'est le signe d'une désillusion de la population à l'égard des politiciens, mais c'est peut-être aussi le signe d'une maturité politique. ■

Découvrez les auteurs de de L'INCONVÉNIENT

